



L'Académie des sciences alerte : « La recherche française est en danger »

La voix est calme, posée, presque pédagogique. Mais derrière chaque mot, l'inquiétude est immense. À travers la parole de Françoise Combes, présidente de l'Académie des Sciences depuis janvier 2025, c'est toute une communauté scientifique qui tire aujourd'hui la sonnette d'alarme.

Dans un contexte de nouvelles coupes budgétaires imposées au CNRS et à la recherche publique française, l'Académie des sciences dénonce une situation « sans précédent ». Derrière les chiffres, ce sont des projets abandonnés, des laboratoires étranglés, des jeunes chercheurs découragés et une souveraineté scientifique nationale qui vacille.

Une scientifique reconnue au sommet de l'Académie

Astrophysicienne mondialement reconnue, spécialiste de la dynamique des galaxies et de la matière noire, Françoise Combes incarne depuis des décennies l'excellence scientifique française. Professeure au Collège de France, médaille d'or du CNRS en 2020, membre de nombreuses académies internationales, elle est devenue une figure majeure de la recherche mondiale.

Mais derrière le prestige des distinctions, son discours reste celui d'une scientifique de terrain, profondément attachée à la transmission, à la recherche fondamentale et à l'indépendance du savoir. Durant notre entretien, elle rappelle avec force la mission historique de l'Académie des sciences, créée en 1666 par Louis XIV et Colbert pour apporter une expertise scientifique indépendante aux décisions publiques.

Aujourd'hui encore, l'institution travaille sur des sujets stratégiques comme l'énergie, l'hydrogène, les satellites, la santé mentale ou encore l'Arctique. Elle récompense chaque année 80 chercheurs et soutient l'enseignement scientifique via le programme « La Main à la pâte ».

Mais cette mission de long terme se heurte désormais à une réalité brutale : l'effondrement progressif des moyens alloués à la recherche française.

« Cette fois, nous sommes arrivés à zéro »

Depuis plus de quinze ans, la recherche publique française subit des restrictions budgétaires répétées. Mais l'Académie des sciences alerte, un seuil critique vient d'être franchi.

« Le CNRS a donné des crédits aux laboratoires... puis quelques semaines après, il leur a demandé de rendre l'argent. Ça, c'était totalement inédit », explique Françoise Combes.

Le constat est glaçant : les réserves financières des organismes publics ont fondu. « Là, on n'a plus rien du tout. Les réserves sont à zéro ».

À cette austérité s'ajoute une décision structurelle lourde de conséquence : l'augmentation des pensions de retraite est désormais supportée directement par les budgets des organismes de recherche, représentant environ 200 millions d'euros. Résultat : le CNRS estime à plus de 500 millions d'euros les pertes cumulées en deux ans.

Des projets sacrifiés et une France qui décroche

Les conséquences sont déjà visibles. Le taux de chance des projets ANR est

menacé de chute sous les 10 %. Des heures perdues à monter des dossiers qui ne seront jamais financés.

Des collaborations internationales sont abandonnées. L'exemple du programme C'OMODO, porté par le CNES (Centre National d'études Spatiales) destiné à étudier les orages extrêmes liés au changement climatique avec la NASA (National Aeronautics and Space Administration) et la JAXA (Japan Aerospace Exploration Agency), symbolise cette casse silencieuse : faute de moyens, le programme est menacé d'arrêt.

Mais le plus inquiétant est peut-être ailleurs : dans le déclassement scientifique progressif du pays. Il y a quinze ans, la France occupait le 6e rang mondial en nombre de publications scientifiques. Elle est aujourd'hui tombée au 13e rang, dépassée par l'Italie, l'Espagne, le Brésil ou encore l'Australie.

« Pendant ce temps, l'Allemagne investit 3,2 % de son PIB dans la recherche, Israël 4 %, la Corée du Sud 5,5 %. La France stagne à 2 % avec un PIB en baisse relative. » rappelle Mme Combes.

Dans un monde où les Etats-Unis et la Chine accélèrent massivement leurs investissements scientifiques, ce retard n'est pas anodin. Il conditionne l'innovation de demain, l'industrie, la santé, l'énergie, l'intelligence artificielle et la souveraineté technologique européenne.

La recherche fondamentale n'est pas un luxe

Le message porté par l'Académie des sciences dépasse largement le seul cadre des laboratoires.

Françoise Combes rappelle une vérité souvent oubliée : « Les grandes révolutions technologiques d'aujourd'hui sont nées de recherches fondamentales menées parfois plusieurs décennies plus tôt. Les GPS, les lasers, l'informatique quantique, l'intelligence artificielle ou encore les vaccins à ARN messenger sont issus de travaux

scientifiques qui, à leur origine, semblaient abstraits ou éloignés des préoccupations économiques immédiates. La recherche fondamentale est à l'origine de notre progrès technologique », insiste-t-elle.

L'exemple du Covid reste frappant : sans les recherches menées pendant vingt ans sur l'ARN messenger, aucun vaccin n'aurait pu être développé aussi rapidement.

Couper aujourd'hui dans les budgets scientifiques revient donc à hypothéquer les innovations des vingt prochaines années.

Une communauté scientifique qui refuse de céder

Malgré tout, le discours n'est pas celui du renoncement.

Françoise Combes appelle les chercheurs à rester en France, à continuer de créer, d'innover et de collaborer à l'échelle européenne et internationale.

Car derrière les chiffres et les arbitrages budgétaires, il y a aussi une réalité humaine : des femmes et des hommes passionnés, travaillant bien au-delà des horaires standards, souvent portés uniquement par la conviction que la science reste un bien commun essentiel.

Mais le message adressé aux responsables politiques est, lui, sans ambiguïté :

« Il ne faut absolument pas sacrifier la recherche fondamentale, si on ne veut pas tuer la recherche française ! »

Aujourd'hui, ce n'est plus seulement le budget des laboratoires qui est en jeu. C'est la capacité de la France à rester une nation scientifique, innovante et souveraine dans les décennies à venir.

Pour en savoir plus :

www.academie-sciences.fr/